

Muslim Denomination in Bulgaria
(Grand Mufti's Office in the Republic of Bulgaria)
Address: 27, Bratia Miladinovi str., 1301 Sofia/Bulgaria;

tel: +359 2 9816001; fax: +359 2 9803058; web: www.grandmufti.bg

2016 OSCE Human Dimension Implementation Meeting
(Warsaw, 19 September – 30 September 2016)

SIDE EVENT

Title: *“Freedom of Religion and WAQFS: Examples of the Muslim Minorities in Bulgaria and Greece – Turks of Western Thrace and Muslim Community in Bulgaria”.*

Tuesday, 27 September

Time: **08:15-09:45**

Venue: **Meeting Room 2**

PANEL SUR LES VAKIFS (Fondations bienfaisance)

1. Brève description de vakif (Fondations bienfaisance)

Le vakif est un héritage pour toujours des biens où de leurs revenus pour des buts charitables des Musulmans.

2. Brève préhistoire des vakifs musulmans en Bulgarie

En 1870 les vakifs passent sous le compte financier direct et la gestion de l'autorité centrale ottomane par les „Statuts sur les Vakifs“. On distingue plusieurs types de vakifs: sacrés (mosquées, tekkes et cimetières) consacrés (imarets, hôpitaux et fontaines) et ordinaires (de mosquées). Après la signature du Traité de Paix à San Stefano le 3 mars 1878, surgissent des problèmes juridiques parce que les vakifs sont inaliénables et sont destinés aux établissements religieux musulmans, les vakifs sont propriété privée, c.à.d. après retraite et abandon des terres d'Etat du sultan à l'Etat bulgare, le dernier ne peut pas devenir propriétaire des vakifs. La restitution des vakifs commence après 1880 et après le renouement des relations diplomatiques avec la Haute Porte en 1882, seulement des temples agissants. Ainsi en 1883-1885 commence la restitution et sont restitués les biens dans certaines régions du pays. Mais en même temps est en cours aussi un autre processus pour aliénation des vakifs, étant ôtés en faveur de l'Etat, une partie des temples musulmans et les biens sont donnés à l'administration princière.

Les biens de la communauté musulmane sont formés des biens dotés et les écoles et mosquées bâties de la période de sa création comme religion après la fondation du troisième royaume bulgare. Dans ce type et intégrité les biens de cette religion ont été ôtés après 1944 par l'autorité populaire établie et la confirmation du régime communiste.

3. Les vakıfs après 1989 et la restitution

Il y a cent ans, la religion musulmane possède aussi assez de biens, qui assurent les besoins de tous les prêtres. Pendant le régime totalitaire ils étaient nationalisés. Après l'abolition du régime communiste en Bulgarie dans certains endroits les conseils musulmans à capacité administrative et financière suffisante, profitant des lois de restitution ont réussi à restituer une partie des biens mentionnés à la Religion musulmane.

Une autre grande partie de l'état des biens de la Religion musulmane sous un ou autre prétexte est restée sous la possession de l'Etat, les communes, les écoles et les particuliers.

Malgré le susmentionné, à la fin de 2015 la Religion musulmane a ramassé 1507 documents de propriété, où est rendu compte pour 3.370 de biens. Le travail sur l'état des lieux continue jusqu'à présent.

Après les changements démocratiques en 1989 et l'adoption des lois de restitution une partie des biens a été restituée, mais une grande partie n'a pas été restituée. Les raisons sont différentes mais les plus importantes sont les suivantes:

- Découverte difficile des preuves de propriété, beaucoup des actes notariés sont disparus;
- plusieurs changements des conditions de restitution, beaucoup de documents de propriété sont détruits;
- opposition ouverte des autorités locales et départementales;
- malversations
- Statut juridique obscur et la manque de personne morale claire de la Religion musulmane du début de 1990, retarde la restitution des vakıfs. La communauté musulmane pendant ce temps mène des procès contre la direction ancienne du régime totalitaire, qui ont continué à diriger la Religion musulmane, malgré que la communauté ne les veuille pas et malgré les élections d'un nouveau leader religieux.
- La nouvelle loi de la Religion musulmane, adoptée en 2002 a donné un délai de 10 ans pour leur restitution mais ce délai était jusqu'à la fin de 2012. La Religion musulmane n'a pas réussi de restituer les biens. Mais elle a réussi de lancer des procès pour leur restitution en 2012.

Ici je voudrais souligner que tous les autres religions ont restitué leurs biens sans difficultés, la plupart par voie administrative, même sans actes notariés pour certains de leurs biens. Cela montre l'importance du présent panel.

La communauté musulmane en la personne de l'administration générale du mufti a intenté requête de succession juridique – qu'elle est le successeur juridique des biens, les derniers avant leur nationalisation. La procédure, un précédent pour les religions et dont les tribunaux respectifs ont des décisions contradictoires.

Les procès sont arrêtés parce que l'ex mufti du régime totalitaire, déjà représentant de sa propre organisation religieuse a aussi intenté une requête qu'il est le héritier des biens depuis cent ans. Pour cette raison le tribunal a arrêté les procès. En effet la restitution des biens et la tentative de la communauté musulmane dans le pays de se débarrasser de l'ex mufti et officier de la Sûreté d'Etat du régime totalitaire sont mutuellement liées – le succès dépend de sa non-intervention. Il est encore assez fort et a l'appui d'influents cercles politiques.

Ici je voudrais mentionner que parce que nous avons commencé les procès pour la dernière fois après 2012, les parties nationalistes, mouvements et admirateurs du football menaient des protestes de grande échelle devant les bâtiments juridiques. Ils protestaient contre la restitution des biens à la communauté musulmane. Selon eux, je cite: „*Les biens sont bulgares, non ottomans ... nous ne permettrons pas qu'une pierre soit enlevée de Bulgarie*“... Il y a un grand

paradoxe en cela. Je dirai que les actes notariés pour ces biens sont dressés dès le début du 20-ème siècle par le Tsar bulgare Ferdinand, cela montre que les biens ne sont pas Ottoman mais bulgares. D'autre côté les musulmans en Bulgarie sont de Bulgarie et ils n'emporteront ces biens. Ils resteront dans le pays parce qu'ils sont des citoyens de ce pays. Cela montre jusqu'à une certaine mesure la manière de pensée des pseudos nationalistes en Bulgarie.

Un autre cas c'est le procès pour restitution de la mosquée dans la ville de Karlovo, à présent propriété de la commune. Depuis des années elle n'était pas réparée et était en ruines. Quand nous voulions la restituée, le maire de la commune a commencé des meetings de protestation et opposition. Au cours du procès il a fait entrer dans la mosquée des archéologues pour y creuser et trouver des preuves d'autres traces d'une autre époque pour la transformer en musée, par exemple. Il y a des cas pareils avec les maires à Kyustendil, Gotse Delchev, Silistra, Razgrad et beaucoup d'autres. En 2009 de cette manière la mosquée à Stara Zagora, bâtie au 15-ème siècle a été transformée en muse des religions avec le motif qu'avant la mosquée, là il y avait un sanctuaire de Thrace et d'autres temples. Ce sont seulement quelques exemples de la situation autour des procès pendant les dernières années.

Conclusion

1. La religion musulmane a marché le chemin enter de structuration interne et franchissement de la scission;
2. Elle a formé des priorités d'activité et a déclaré clairement son rôle spirituel et social dans la vie de la République de Bulgarie.
3. La religion musulmane a bâti et rétabli sa reconnaissance internationale et contacts avec les institutions musulmanes mondiales et mène une politique d'engagement dans des activités humanitaires et éducatives et une dialogue avec les religions dans le pays et à l'étranger.
4. La formation de propres moyens des biens appartenant à la religion musulmane donnera stabilité interne et stabilité de l'Etat lui-même.
5. La liquidation du litige sur la propriété débarrassera la religion musulmane des combats internes et rétablira un principe important de l'essence des vakifs“ propriété donnée aux organes leaders de la communauté musulmane pour réaliser l'activité de la religion musulmane et laquelle on n'a pas le droit de vendre, mettre en gage et doter. L'unique disposition c'est qu'elle soit échanger contre une propriété équivalente et exploitée en faveur d'acquérir des moyens d'elle “.
6. L'inscription de la propriété sur le registre judiciaire donnera la possibilité d'éviter les tentatives de vente des biens et spéculation avec des biens, va garantir la propriété et les limites prévisibles de la loi, donnera la possibilité d'actualiser l'état des biens de la communauté musulmane.

Le fonctionnement normal de la religion musulmane devrait être garanti par les pas suivants :

1. Restitution des biens ôtés de la religion musulmane après 1944.
2. Prévoir dans la Loi sur les religions des délais prolongeant l'action des lois sur la restitution jusqu'à présent. Prévoir un texte, acceptant comme unique successeur juridique de tous les sujets juridiques de la communauté musulmane depuis 1912 jusqu'à présent et propriétaire des biens de la religion musulmane en Bulgarie – L'Administration du mufti des musulmans dans le pays, immatriculée selon la législation en vigueur à présent.
3. Passer à l'immatriculation officielle de l'Administration du mufti et prévoir la procédure de l'immatriculation des biens de la communauté sur le registre judiciaire.